



**Siège social :**

Maison des associations  
31, rue du Cormier  
17100 SAINTES

Courriel : [ldh.saintes@orange.fr](mailto:ldh.saintes@orange.fr)

Site LDH Saintes

<http://site.ldh-france.org/poitou-charentes/accueil/ldh-saintes/>

Mme Elisabeth Borne  
Ministre chargée des Transports  
92055 Paris-La-Défense Cedex

M. Guillaume PEPY  
Président de la SNCF  
2, place aux Étoiles  
93633 La Plaine-Saint-Denis Cedex

Saintes, le 28 novembre 2017

Mme Elisabeth Borne,  
Monsieur Guillaume Pepy,

La situation économique du bassin d'emploi de la CDA de Saintes et alentour, s'est fortement dégradée en raison de la fermeture des établissements Saintronic, Brossard, Wesper, Futurlift, du départ du siège du Crédit agricole de Saintes qui ont fait disparaître près de 900 emplois en quelques années.

La section de Saintes de la Ligue des Droits de l'Homme, réunie le 20 novembre 2017 lors de la tenue de son assemblée générale annuelle, informée de la décision de M. Pepy, Président de la SNCF, de supprimer 135 emplois sur le site de Saintes du Technicentre Charente-Périgord, s'adresse à vous :

Considérant le caractère historique de l'implantation ferroviaire sur le territoire saintais,

Considérant que l'arrêt de la maintenance industrielle du matériel roulant sur le site de Saintes, raison d'être de cet établissement, lui porterait un coup fatal,

Considérant que le projet de la direction SNCF n'est pas une reconversion mais un véritable démantèlement du Technicentre,

Considérant le sort promis à 95 familles qui devraient aller travailler ailleurs, loin de Saintes pour la plupart, les difficultés que cela entraînerait pour elles,

Considérant que la suppression de 135 emplois directs entraînerait la perte d'environ 100 emplois induits (entreprises extérieures travaillant pour la SNCF, sous-traitance,...),

Considérant les graves conséquences pour les communes, les écoles, l'immobilier,... que ces suppressions d'emplois génèreraient,

Considérant la nécessité de développer les activités ferroviaires pour répondre aux besoins de la population, garantir la sécurité et améliorer le confort des usagers,

Considérant les propositions, faites par les organisations syndicales, par exemple la rénovation à Saintes de rames régionales pour en prolonger la durée de vie, au lieu de les mettre à la casse prématurément,

**la section de Saintes de la Ligue des Droits de l'Homme vous demande :**

- **de retirer immédiatement le projet de suppressions d'emplois au Technicentre de Saintes ;**
- **de maintenir tous les emplois ;**
- **de doter en charges de travail le Technicentre pour la poursuite de la maintenance industrielle du matériel roulant.**

Veillez agréer, Madame le Ministre, Monsieur G. Pepy, l'assurance de notre indéfectible attachement au service public ferroviaire dans le cadre de la SNCF.

Pour la section de Saintes  
de la Ligue des Droits de l'Homme

Le Président

Patrick FALZONE